

La question du pouvoir au Forum social mondial : Écueil de l'utopie altermondialiste ?

Raphaël Canet et Nathalie Guay *

Depuis sa première édition à Porto Alegre, en janvier 2001, le Forum social mondial (FSM) est apparu comme un catalyseur de cet autre monde possible que la mouvance altermondialiste oppose à la globalisation néolibérale. C'est donc au sein de cet « espace de rencontre ouvert »¹, par le croisement des multiples réflexions et des expériences particulières de luttes, que s'est progressivement articulée l'*utopie altermondialiste*, comme le miroir inversée de l'*idéologie néolibérale* fondée sur les principes du consensus de Washington, et dont le Forum économique mondial (FEM) de Davos s'est fait le relais².

Certes, le FSM se situe dans la continuité de mobilisations populaires qui ont émergé dès la

deuxième moitié des années 1990, afin de protester contre les conséquences socialement néfastes des politiques néolibérales. Parmi ces mobilisations, les plus connues sont, entre autres, l'irruption du mouvement zapatiste au Chiapas mexicain, en janvier 1994, les mobilisations de l'Alliance sociale continentale (ASC) contre le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), depuis 1998, la mobilisation contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998 également, les mobilisations de l'*Autre Davos* contre le FEM, ainsi que les manifestations de Seattle contre l'OMC, en 1999. Cependant, la caractéristique principale du FSM fut de faire passer cette mouvance contestataire « en mode propositionnel et d'agir en tant que vecteur dans la création d'un nouvel espace public de discussion »³, opérant ainsi un glissement du pôle de l'*antimondialisation contestataire* à celui de l'*altermondialisme créatif*. Ce phénomène de maturation du mouvement est primordial pour comprendre la véritable nature des forums sociaux.

Rendu cette année à sa sixième édition, le FSM a considérablement innové durant sa très courte histoire, afin de refléter à la fois le pluralisme des luttes et la diversité des engagements et des formes de mobilisations qui parcourent le monde, mais aussi d'élargir sa base de participation et de propager l'utopie

* Raphaël Canet est chercheur postdoctoral au Groupe interdisciplinaire de recherche sur les Amériques (GIRA) de l'INRS-UCS à Montréal, chercheur associé à la Chaire MCD et membre d'AlterUQAM. Nathalie Guay est étudiante à la maîtrise en géographie, membre étudiante du CRISES, ainsi que membre d'AlterUQAM.

¹ Charte de principes du Forum social mondial, art.1. En ligne : <http://www.forumsocialmundial.org.br>

² Comme le souligne de manière très pertinente Dorval Brunelle, « La notion de *relais* [appliquée au Forum de Davos] sert ici à mettre en relief l'émergence d'un lieu nouveau où se retrouvent et se côtoient hommes politiques et gens d'affaires à l'occasion de rencontres au cours desquelles les seconds avancent des propositions que les premiers sont invités à suivre afin de favoriser l'essor d'une économie globale ». Dorval Brunelle, « Le Forum social mondial : origine et participants », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, n°3, janvier 2006, p.2. En ligne : <http://www.ameriques.uqam.ca/>

³ *Ibid.*, p.3.

altermondialiste. C'est dans cette perspective qu'il convient d'appréhender le FSM, au-delà de la dimension conjoncturelle de l'évènement tenu en un lieu et à une date spécifique, comme « un processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives »⁴ qui se décline sous différentes formes sur tous les continents et à de multiples échelles⁵.

Malgré la faible couverture médiatique dont il fait l'objet de la part des médias traditionnels, la popularité des forums sociaux semble aujourd'hui avérée. Cela est particulièrement visible à la fois dans les chiffres croissants de la participation, mais aussi dans la propagation des forums. Il n'en demeure pas moins que le FSM se trouve aujourd'hui à un point tournant de son histoire. Creuset de l'utopie altermondialiste, il doit désormais subir l'épreuve de la réalité. Comment traduire concrètement, dans la réalité des gens, les principes qui sont prônés par la mouvance altermondialiste et qui émanent des forums sociaux ? Sous quelles formes cette utopie va-t-elle investir la sphère de la réalité des pratiques et des institutions ? Comment le FSM doit-il se positionner par rapport aux pouvoirs politiques institutionnalisés ? L'État et le gouvernement peuvent-ils servir de levier pour concrétiser l'altermondialisme ? En somme, si un autre monde est possible, comment devons-nous nous y prendre pour le construire ?

Les fondements de l'utopie altermondialiste

⁴ Charte de principes du FSM, art.2.

⁵ Le FSM, avec sa volonté d'ouverture et de promotion de la diversité, cherche à rallier un nombre sans cesse grandissant de participants, afin que puissent s'y exprimer et s'y manifester les formes les plus diversifiées de luttes sociales qui parcourent la planète. Dans cette perspective, le Conseil international, sorte d'organe politique du FSM, a mis en œuvre, depuis 2002, une stratégie d'internationalisation consistant en un processus d'expansion sans cesse plus poussée des forums. Cette stratégie peut être déclinée selon quatre logiques : la délocalisation du FSM (au-delà de son berceau, Porto Alegre), la multiplication des forums sociaux (aux échelles locales, nationales et régionales), la déclinaison des forums (soit l'organisation en parallèle du FSM de divers forums sectoriels) et la diversification des thématiques. Voir Raphaël Canet, Simon Perrault et Jules Duchastel, «The Internationalisation of Social Forums and "Regionalisation" of Global Protest », Texte présenté à la Conférence annuelle du CSGR, University of Warwick (UK), 26-28 October 2005. En ligne :

http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/csgr/activitiesnews/conferences/2005_conferences/8_annual_conference/perrault.doc

L'utopie altermondialiste a déjà remporté une bataille dans le champ de l'ordre symbolique, en venant concurrencer l'idéologie néolibérale qui, dans la lignée des thèses de Fukuyama⁶, imposait une vision hégémonique du monde articulée autour du triomphe de la démocratie libérale. C'est essentiellement contre cette pensée unique que s'est construit le slogan *un autre monde est possible*, et que s'est mis en place le premier FSM à Porto Alegre, en opposition directe au FEM de Davos⁷. Comme le souligne l'activiste canadienne Naomi Klein⁸, ce que symbolise l'apparition du FSM, c'est la *fin de la Fin de l'Histoire*, en somme la revanche des sociétés⁹ contre un projet de structuration du monde sur une base profondément inégalitaire et élitiste, qui donne lieu à la résurgence d'une multitude de luttes sociales et de mobilisations politiques afin de cheminer vers une plus grande justice globale¹⁰.

Cette utopie altermondialiste s'articule donc autour d'un certain nombre de valeurs centrales qui assurent la cohésion de cette mouvance qui investit les forums sociaux. Nous pouvons identifier trois grandes orientations axiologiques qui se reflètent dans la Charte de principes du FSM et qui visent toutes à « bâtir une société planétaire axée sur l'être humain ».

Tout d'abord, le *rejet du néolibéralisme*, compris comme le fondement idéologique de la mondialisation capitaliste, qui ne sert que les intérêts mercantiles des entreprises multinationales. C'est ici à la fois l'architecture économique et financière mondiale, le mode de développement capitaliste et les rapports sociaux qu'il suppose qui sont ciblés et dénoncés, au profit d'« une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'homme, ceux

⁶ Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1992.

⁷ L'affirmation symbolique du parallélisme conflictuel entre le FEM et le FSM est notable à la fois dans le choix du nom de l'évènement, du lieu et de la date de sa tenue. Le Forum sera mondial mais *social* plutôt qu'*économique*, afin de refléter clairement les priorités des participants ; il se tiendra dans un pays du *Sud* et non du *Nord* ; et il se déroulera au même *moment* que le FEM afin de manifester dans la simultanéité l'alternative. Bernard Cassen, *Tout a commencé à Porto Alegre*, Paris, Mille et une nuits, 2003.

⁸ Naomi Klein, *Journal d'une combattante : Nouvelles du front de la mondialisation*, Paris, Actes Sud, 2003.

⁹ Jules Duchastel, Raphaël Canet et Pierre-Paul St-Onge (dir.), *Crise de l'État, revanche des sociétés*, Montréal, Athéna éditions, 2006 (à paraître).

¹⁰ Susan George, *Un autre monde est possible si...*, Paris, Fayard, 2004.

de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations, et l'environnement »¹¹, et qui mettent au centre du projet de société à construire les valeurs de justice sociale, d'égalité et de souveraineté des peuples.

Ensuite, la *lutte contre l'impérialisme*. Cette seconde dimension axiologique a quelque peu évolué depuis 2001, notamment du fait de l'invasion américaine en Irak et des massives *marches contre la guerre* qui, depuis le printemps 2003, se répètent chaque année dans de nombreux pays du monde. Initialement articulée autour d'une conception assez abusive du concept d'impérialisme, à savoir « l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État », débouchant sur des « formes de domination comme l'assujettissement d'un être humain par un autre »¹², « l'impérialisme, comme stade suprême du capitalisme » pour reprendre le titre de la célèbre brochure de Lénine, fut remis à l'avant scène avec la guerre en Irak, tout en éclairant d'un jour nouveau le conflit israélo-palestinien¹³.

Enfin, une *conception horizontale des relations de pouvoir* qui, d'une part, rejette la théorie de son monopole associée à la notion de souveraineté absolue qui a conduit à l'institutionnalisation de l'État moderne et, d'autre part, refuse le mode d'organisation pyramidal fondé sur un principe hiérarchique et conduisant à la distinction entre élite et masse. Finalement, cette conception débouche sur une critique du principe de délégation de pouvoir qui fonde la légitimité des démocraties représentatives et qui conduit à une forme passive de citoyenneté. À l'inverse, cette théorie de l'horizontalité s'articule autour d'une conception diffuse du pouvoir dans l'ensemble sociétal. Elle suppose un mode d'organisation réticulaire répondant au principe d'agrégation des initiatives et des actions émanant d'une multitude complexe d'acteurs sociaux, et elle débouche sur une ouverture à différentes modalités de la démocratie participative qui mettent de l'avant les principes d'inclusion et de citoyenneté active.

Clivages internes au Forum social mondial

Le défi qui se pose aujourd'hui est celui de l'enracinement de cette vision alternative du monde à la fois dans de nouvelles pratiques sociales et dans des institutions politiques qui vont en assurer la réalisation concrète et la pérennité. Or, pour opérer ce passage de la sphère de la représentation d'une société idéale à la sphère du procès d'institutionnalisation de la société réelle, il faut, d'une part, que l'utopie altermondialiste se traduise dans un programme politique cohérent et, d'autre part, que ce programme politique de profonde transformation sociale soit pris en charge et réalisé par des acteurs politiques disposant de réelles capacités d'action. Cette tâche de réalisation concrète de l'utopie altermondialiste incombe-t-elle au FSM ? Les positions sont partagées au sein même de la mouvance altermondialiste à ce sujet et le FSM polycentrique de Caracas se plaçait dans la continuité de ce débat.

Le FSM : espace ou acteur ?

Tout d'abord, sur la question du programme politique de transformation sociale qui soit généralisable à l'échelle globale, s'opposent les tenants de deux conceptions du FSM¹⁴.

D'une part, nous avons ceux qui le perçoivent comme un *espace* où se rassemble une multitude de mouvements sociaux et d'individus, de réseaux d'activistes et d'organisations de la société civile, ainsi que des groupes divers aux revendications particularistes et sectorielles, afin d'échanger et surtout d'élaborer des stratégies d'action communes. Dans cette perspective, qui est encore, pour le moment, la position officielle du FSM et qui est clairement affirmée dans sa Charte de principes, les forums sociaux ne se présentent que comme des lieux d'incubation d'initiatives et de stratégies d'actions qui vont être élaborées et mises en œuvre par les mouvements et groupes qui s'y rassemblent. En somme, le FSM n'apparaît ici que comme un facilitateur d'actions sociales et politiques qui émanent de la base (*bottom-up*), en fournissant à la fois un horizon cohérent de valeurs (l'utopie altermondialiste), un soutien logistique et méthodologique, afin d'organiser concrètement la rencontre des mouvements (les forums sociaux) et de provoquer la coordination des luttes. Cette organisation passe par la

¹¹ Charte de principes du FSM, art.4.

¹² Charte de principes du FSM, art.10.

¹³ Ce fut d'ailleurs l'un des thèmes majeurs du Forum social thématique palestinien qui s'est tenu à Ramallah du 27 au 30 décembre 2002.

¹⁴ Teivo Teivanen, «The World Social Forum: Arena or Actor? », dans Jai Sen et al. (dir.), *World Social Forum: Challenging Empires*, New Delhi, The Viveka foundation, 2004, pp.122-129.

convocation, lors de la dernière journée de chaque forum social, d'une *Assemblée des mouvements sociaux* chargée de coordonner un projet d'action global, ainsi que par la publication, sur le site web du FSM, de *la murale des propositions* émanant des groupes participants.

D'autre part, nous avons ceux qui voudraient plutôt voir dans le FSM un véritable *acteur* politique capable de définir la voie de réalisation de l'utopie altermondialiste en proposant un plan d'action clair qui émanerait du Forum lui-même. Dans cette perspective, il s'agit de susciter la convergence des luttes, voire leur unification, en les rassemblant autour d'un énoncé de politiques qui serait élaboré par une sorte d'avant-garde éclairée du mouvement (*top-down*) capable de faire la synthèse des multiples enjeux spécifiques. Ce courant, qui milite donc pour que le FSM, contrairement à l'esprit de sa Charte de principes¹⁵, élabore une déclaration finale qui viendrait chapeauter l'ensemble des propositions particulières, a déjà tenté une première fois, lors du FSM de Porto Alegre, de janvier 2005, de faire valoir sa position. Telle était l'ambition du *Manifeste de Porto Alegre*, signé par 19 illustres intellectuels du mouvement¹⁶, et qui énonçait 12 propositions afin de faire advenir un autre monde possible¹⁷. Certes, les signataires de ce document ont bien pris garde de préciser dans le préambule qu'ils «s'expriment à titre strictement personnel et qu'ils ne prétendent aucunement parler au nom du Forum», cependant, la portée symbolique de ce manifeste qui, selon les mots d'Ignacio Ramonet, permet désormais d'opposer

¹⁵ Charte de principes du FSM, art.6.

¹⁶ Il s'agit d'Aminata Traoré, Adolfo Pérez Esquivel, Eduardo Galeano, José Saramago, François Houtart, Boaventura de Sousa Santos, Armand Mattelart, Roberto Savio, Ricardo Petrella, Ignacio Ramonet, Bernard Cassen, Samir Amin, Atilio Boron, Samuel Ruiz Garcia, Tariq Ali, Frei Betto, Emir Sader, Walden Bello et Immanuel Wallerstein.

¹⁷ Soit : 1-annuler la dette publique des pays du Sud ; 2- instaurer des taxes internationales sur les transactions financières ; 3-démanteler les paradis fiscaux ; 4-reconnaître le droit à l'emploi, la protection sociale et la retraite pour tous ; 5-lutter contre toutes les formes de discrimination ; 6- lutter contre le saccage de l'environnement et les changements climatiques ; 7-promouvoir le commerce équitable contre les mesures libre-échangistes prônées par l'OMC ; 8-garantir le droit à la souveraineté et la sécurité alimentaire ; 9-interdire le brevetage des connaissances et du vivant ainsi que la privatisation des biens communs de l'humanité dont l'eau ; 10-garantir le droit à l'information ; 11-exiger le démantèlement des bases militaires à l'étranger ; 12-réformer et démocratiser les organisations internationales. Le texte du manifeste est disponible sur le site d'Alternatives à l'adresse, <http://www.alternatives.ca/article1677.html>

le *Consensus de Porto Alegre* au *Consensus de Washington*¹⁸, de même que la réaction des membres brésiliens du Comité international partisans du Forum-espace (Cândido Grzybowski et Chico Withaker), nous révèle la portée véritable de ce document¹⁹.

Une nouvelle tentative dans ce sens a été entreprise lors du FSM polycentrique de Caracas cette année, notamment par la mise en scène et les propos du président Chavez lors de son discours au Poliedro de Caracas, lors de la soirée du 27 janvier. En effet, dans son allocution prononcée devant une assistance exaltée après avoir chanté en cœur l'*Internationale* en espagnol, et face à une tribune où se trouvaient rassemblés plusieurs signataires du *Manifeste de Porto Alegre* (Bernard Cassen, Samir Amin, Ignacio Ramonet, Walden Bello), Hugo Chavez a pris position. Il a tout d'abord affirmé qu'il fallait éviter la *folklorisation* du FSM, qui résulterait du fait d'organiser des rencontres à répétition où une cohorte d'adeptes du *tourisme révolutionnaire* viendrait discuter et échanger sans pour autant élaborer de plan d'action unitaire et universel pour les mouvements sociaux. Chavez reprenait ici l'argumentaire déployé par Ignacio Ramonet dans son éditorial du *Monde diplomatique* de janvier 2006 où il affirmait que,

«Le Forum ne pouvait plus continuer à être seulement un espace de rencontres et de débats ne débouchant pas sur l'action ; il devait également créer les conditions d'un passage à l'acte politique par l'élaboration d'un socle minimal, faisant à la fois sens et projet, d'alternatives aux politiques néolibérales, et incorporant les objectifs communs des citoyens du Nord et du Sud. Faute de quoi, il risquait de se dépolitiser et de se folkloriser. Et de se transformer en une espèce de Foire internationale des associations, un Salon mondial de la «société civile» où, à l'instar de Davos, mais animée des meilleures intentions, la «bonne gouvernance» deviendrait une préoccupation centrale²⁰.»

¹⁸ Debra Anthony et José Antônio Silva, «Group of 19 : The consensus of Porto Alegre ?», *Terraviva*, 31 janvier 2005. En ligne : <http://www.ipsterraviva.net/TV/WSF2005/> (Page consultée le 25 février 2005).

¹⁹ Terraviva Team, «A divisive consensus», *Terraviva*, 31 janvier 2005. En ligne : <http://www.ipsterraviva.net/TV/WSF2005/> (Page consultée le 25 février 2005).

²⁰ Ignacio Ramonet, « Caracas », *Le Monde diplomatique*, janvier 2006, p.1.

Chavez confortait ainsi la position des tenants du forum-acteur qui étaient présents à la tribune, alors que les membres du Conseil international du FSM, tenants de la position du forum-espace, étaient absents. Mais le *leader* de la révolution bolivarienne est ensuite allé bien plus loin en concluant son discours par la phrase choc, *le socialisme ou la mort!*, se situant ainsi explicitement dans la lignée des Lénine, Luxembourg et Castro. Il soulignait ainsi que l'horizon symbolique global sous lequel se plaçait le bolivarianisme, conçu comme une idéologie de dimension régionale, n'était pas l'altermondialisme, mais plutôt ce qu'il désigne comme le « socialisme du 21^{ème} siècle ». Un socialisme d'un genre nouveau qui serait respectueux de l'autonomie et de la diversité, mais qui aurait une direction bien définie²¹. Il est vrai que devant l'alternative 'le socialisme ou la mort', le choix n'est pas si difficile à faire.

La question du pouvoir

Ensuite, sur la question du rapport aux pouvoirs institutionnalisés, là encore un clivage marqué entre deux options est repérable au sein de la mouvance altermondialiste.

La première option vise, selon la formule consacrée par John Holloway²², à changer le monde sans prendre le pouvoir en se positionnant sur le plan de la réforme des pratiques au niveau local (cas des communautés autonomes zapatistes au Mexique ou des usines récupérées en Argentine). Cette position, caractéristique de certains nouveaux mouvements sociaux latino-américains, s'appuie sur une profonde défiance à l'égard des structures étatiques et des partis politiques, en somme des canaux traditionnels de médiation entre la société et l'État, qui n'ont pas su s'opposer au processus de déstructuration sociale entrepris par le néolibéralisme à l'échelle du sous-continent. Il s'agit ici, selon le mot d'Hernán Ouviaña, d'une « réponse sociale à un

vide politique »²³. Là encore, c'est la perspective *bottom-up* qui est privilégiée, qui met l'accent sur les pratiques sociales de proximité. Le but est de favoriser l'éclosion d'une culture de participation sur la base d'une réelle solidarité communautaire. Nous retrouvons ainsi, au détour de la forêt Lacandone ou des faubourgs de Buenos Aires, l'idéal des communes ou autres phalanstères du 19^{ème} siècle, et toute la substance du courant autogestionnaire du 20^{ème} siècle. C'est aussi la source première d'inspiration du Campement intercontinental de la Jeunesse qui se déroule chaque année, depuis 2001, en parallèle du FSM²⁴.

La seconde option mise plutôt sur le volontarisme politique de la part de gouvernements décidés à instaurer une nouvelle culture politique axée sur la participation citoyenne à partir d'une réforme des institutions politiques et des processus démocratiques qu'ils auraient eux-mêmes entreprise²⁵. Ainsi, plutôt que de miser sur le renforcement des liens horizontaux de solidarité et de résistance d'une société civile mobilisée, il s'agit ici d'impulser, depuis le politique et un appareil de gouvernement d'obédience progressiste, ce qu'Edgardo Lander nomme un projet contre-hégémonique²⁶. Dans cette optique, la nouvelle constitution bolivarienne du Venezuela de 1999, ainsi que les nombreuses missions qui caractérisent le versant interne de la révolution bolivarienne, de même que l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) pour son versant externe, apparaissent comme une avancée novatrice. Nous sommes cependant ici devant une perspective *top-down* du changement social qui serait impulsée depuis les structures étatiques par un gouvernement progressiste

²¹ Dans le cas vénézuélien, ce socialisme du 21^{ème} siècle mêlerait socialisme d'État et capitalisme privé (voire les controverses autour du texte de la constitution de 1999), services publics dispensés par l'État et tiers secteur coopératif de base semi autonome (voire les différentes missions dans les *barrios* qui caractérisent la révolution bolivarienne sur le plan interne).

²² John Holloway, *Change the World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*, Londres, Pluto Press, 2002.

²³ Hernán Ouviaña, « Les nouvelles radicalités politiques en Amérique latine : zapatistes, *piqueteros* et sans-terre... », *Alternatives Sud*, vol.XII, n°2, 2005, p.96.

²⁴ Romualdo Paz de Oliveira, « Constructing the Intercontinental Youth Camp », *Ephemera*, vol.V, n°2, mai 2005, pp.319-333. En ligne : <http://www.ephemeraweb.org>. Voir aussi Nathalie Guay, « La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion ? », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, n°14, avril 2005. En ligne : www.ameriques.uqam.ca

²⁵ Tariq Ali, « Prendre le pouvoir pour transformer le monde », *La Gauche*, Entretien réalisé par C. Jardim et J. Gindin, 14 août 2004. En ligne : http://www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=990

²⁶ Edgardo Lander, « Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique », *Alternatives Sud*, vol.XII, n°2, 2005, pp.169-190.

résolu à appliquer un programme politique de profonde transformation.

Altermondialisme et démocratie

Ces deux clivages qui parcourent la mouvance altermondialiste s'articulent donc tous les deux autour de conceptions différentes des modalités du changement social, ou plutôt, de la source d'impulsion de ce changement social. La perspective *bottom-up* privilégie plutôt l'initiative populaire et l'auto-organisation par la base (théorie de l'horizontalité), alors que la perspective *top-down* retourne à une perspective plus élitiste du changement social où les politiques sont impulsées par le haut (théorie de la verticalité). Dès lors, il apparaît que les diverses positions privilégiant la logique d'action *top-down*, en ce qu'elle s'éloigne de la troisième orientation axiologique de l'utopie altermondialiste, celle de la conception horizontale des relations de pouvoir, pose un sérieux défi à son actualisation. C'est une fois de plus la question de l'autorité qui se trouve au cœur du problème. Comment consacrer le pouvoir immanent de la base, tout en adoptant une structure de gouvernement qui fonctionne de manière hiérarchique selon le principe d'autorité ? Cela nous ramène à la question fondamentale qui anime la mouvance anarchiste, comment fonder une organisation sociale en faisant l'économie du principe d'autorité ?

Remarquons par ailleurs que, dans une perspective de changement global, il semble aisé de garantir la pérennité du FSM dans le giron de l'utopie altermondialiste en optant pour l'option du forum-espace. En revanche, cela se complique grandement lorsque l'on aborde la question de l'opérationnalisation concrète de cette transformation sociale. En effet, si l'on entend préserver la théorie de l'horizontalité et ainsi conserver dans son entièreté l'utopie altermondialiste, on se trouve cantonné à une action politique locale. Dès que l'on passe au niveau national, on se trouve confronté au problème jusqu'ici irrésolu de la démocratie, et qui sans cesse lui vaut d'être soumis à la critique de son inachèvement²⁷, celui de la représentation. Devant l'impossibilité de généraliser au niveau national l'idéal de la démocratie directe applicable au niveau local, la modernité politique avait trouvé dans la

démocratie représentative une issue acceptable. La crise actuelle de cette forme délégataire de démocratie que souligne le mouvement altermondialiste impose donc d'innover sur le plan des processus démocratiques. Telle est l'ambition de la démocratie participative.

La leçon de Caracas : altermondialisme.... Ou socialisme du 21^{ème} siècle?

Le Venezuela est-il la première république altermondialiste de l'histoire? Pour soutenir une telle affirmation il faudrait pouvoir sonder véritablement, au-delà de l'analyse de la constitution et des divers programmes politiques, comment la démocratie participative est réellement imprégnée au niveau de la pratique politique du peuple vénézuélien. Or, outre le fait que nous n'avons pas les données pour soutenir une telle affirmation, les spectres du populisme et du prétorianisme qui entourent le président Chavez et son modèle civico-militaire nous inspirent quelques réserves. Cela ne conduit cependant pas à porter un jugement négatif sur les profondes avancées sociales réalisées par la « révolution bolivarienne » par le biais de ses différentes missions, de même que sur le modèle alternatif d'intégration que constitue l'ALBA²⁸. Nous entendons ici simplement souligner la distance qui sépare les fondements axiologiques de l'utopie altermondialiste du bolivarianisme, et plus particulièrement, la conception des rapports de pouvoir. Cela était d'ailleurs notable dans le discours du président Chavez auquel nous faisons référence précédemment. En exhortant les participants au FSM à élaborer un plan d'action unitaire et universel pour l'ensemble des mouvements sociaux, en suggérant la création d'un grand mouvement mondial anti-impérialiste sous la bannière du socialisme du 21^{ème} siècle, c'est une nouvelle *Internationale* que propose le leader de la révolution bolivarienne, avec en filigrane son avant-garde éclairée.

C'est ainsi, encore une fois, la théorie de l'horizontalité qui nous conduit à nuancer le caractère altermondialiste de l'expérience vénézuélienne. Dans cette perspective, l'actualisation de l'utopie altermondialiste ne semblerait-elle pas déboucher sur une aporie ? Peut-être pas si l'on se fie à l'ambiance qui régnait lors du 5^{ème} FSM qui s'est déroulé à

²⁷ Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000.

²⁸ Voir Pierre Beaudet, « Le Forum social mondial de Caracas : à la rencontre du mouvement populaire du Venezuela », *Chronique des Amériques*, février 2006. En ligne : www.ameriques.uqam.ca

Porto Alegre, en janvier 2005, et même à Caracas dans les ateliers traitant de questions environnementales, pour ne prendre que ces exemples. En effet, dans ces deux cas, les participants aux forums ne se sont pas gênés pour manifester leurs insatisfactions à l'égard des politiques du gouvernement Lula au Brésil, ou du modèle de développement continental fondé sur la civilisation du pétrole proposé par le Venezuela. En somme, la force du FSM réside dans son autonomie critique, que ce soit à l'égard des tenants de l'idéologie néolibérale, mais aussi des gouvernements progressistes.

Dans cette perspective, si l'on tente de construire un modèle à partir des institutions existantes, c'est sous une forme triangulaire que semble se dessiner la possible actualisation de l'utopie altermondialiste. D'une part, au niveau local, dans le respect de l'autonomie de communautés auto-gérées fonctionnant selon les principes de la démocratie directe. D'autre part, au niveau national, dans les politiques anti-néolibérales, anti-impérialistes de gouvernements progressistes entendant fonctionner selon le modèle de la démocratie participative. Enfin, au niveau mondial, par la présence du FSM agissant comme un véritable espace public critique, indépendant des lieux de pouvoir, où la société civile mondiale pourrait véritablement jouer son rôle de contre-pouvoir.

Une autre possibilité serait de relever le défi de l'horizontalité et de tenter de concevoir l'actualisation de l'altermondialisme comme une configuration en réseau. Déjà, le capital et le politique se déplacent de cette façon, alors que les lieux, et particulièrement, les villes, s'insèrent certes dans une hiérarchie, mais une hiérarchie qui se déploie dans un réseau global. Ainsi le défi du mouvement altermondialiste pourrait être de rejoindre ces divers lieux de pouvoir et de forcer leur démocratisation, en innovant par rapport aux mécanismes classiques de la démocratie représentative. C'est ainsi que la société civile pourrait réellement exercer son rôle de contre-pouvoir en développant une stratégie réticulaire visant à investir les multiples lieux de pouvoir, que ce soit au niveau des institutions politiques traditionnelles (gouvernements locaux, régionaux et nationaux), des organisations internationales, mais aussi des conseils d'administration, des assemblées d'actionnaires, du marché (pouvoir des consommateurs), des médias et plus largement de l'opinion publique. Il s'agirait ainsi de susciter un véritable débat public à ces différents nœuds du réseau mondial du pouvoir. L'objectif serait de clarifier les enjeux, de mettre à jour les antagonismes d'intérêts, de clarifier les processus décisionnels et ainsi de révéler les véritables relations de pouvoir.